

**Arrêté imposant des mesures d'urgence  
Société SUEZ RV Ile-de-France  
Communes de Lancourt-Saint-Pierre, Lierville et Lavilleteutre**

**LA PRÉFÈTE DE L'OISE**  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'Environnement, son titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et, notamment son article L.512-20 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SEGUIN en qualité de Préfète de l'Oise ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU les actes antérieurement délivrés à la société SUEZ RV Ile-de-France pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Lancourt-Saint-Pierre, Lierville et Lavilleteutre et notamment l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2016, l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2018 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

VU la lettre de transmission de l'inspection des installations classées en date du 23 août 2024 ;

Vu le courriel du 23 août 2024 par lequel l'exploitant indique qu'il n'a pas d'observation ;

Considérant les points suivants :

1. depuis le 7 août 2024, les usines d'équarrissage de la société ATEMAX de Saint-Langis (61) et de Vénérolles (02) rencontrent des difficultés techniques ayant eu pour conséquence le ralentissement du rythme de traitement des cadavres d'animaux ce qui a entraîné une accumulation de matière fortement dégradée sur ces sites et dans les centres de collecte associés ;
2. dans le contexte sanitaire tendu où les besoins en équarrissage demeurent cruciaux, un plan de délestage massif national de ces sites a été défini sous la coordination de la direction générale de l'alimentation du Ministère en charge de l'agriculture ;
3. il a ainsi été convenu l'envoi de 150 tonnes de matières au sein de l'installation de stockage de la société SUEZ RV Ile-de-France à Liancourt-Saint-Pierre ;
4. la société SUEZ s'est assurée au préalable que le mode d'exploitation de l'ISDND est compatible avec la réception de cette matière ;
5. l'urgence pour des raisons sanitaires d'un traitement en meilleure proximité et selon des modalités appropriées des sous-produits animaux accumulés dans ce contexte de dépassement des capacités nominales de l'équarrissage ;
6. l'installation de stockage de déchets non dangereux est techniquement apte à recevoir des déchets fortement fermentescibles ;
7. l'acceptation de ces déchets n'est pas prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation susvisé et nécessite donc l'adaptation des prescriptions applicables à l'installation ;
8. les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
9. la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas nécessaire

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : Objet**

La Société SUEZ RV Ile-de-France est autorisée à admettre dans son installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur les communes de Liancourt-Saint-Pierre, Lierville et Lavilleteurtre, des cadavres d'animaux dans le cadre du plan de délestage national des usines d'équarrissage de la société ATEMAX de Saint-Langis (61) et de Vénérolles (02) et des plateformes de collecte associées, tel que défini sous la coordination nationale de la direction générale de l'alimentation du Ministère en charge de l'agriculture, conformément aux prescriptions définies aux articles suivants.

### **ARTICLE 2 : Admission de déchets**

2.1. La quantité admise est au maximum de 150 tonnes.

2.2. Les déchets acceptés proviennent directement des sites exploités par la société ATEMAX, ou de sites de transit où sont stockés des déchets de la société ATEMAX, ou de la filière de collecte des déchets d'équarrissage dont la destination habituelle est la société ATEMAX.

2.3. Les déchets admis sont visés par le code déchet 02 01 02 : Déchets de tissus animaux (code de la section « Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche » du chapitre « Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche ainsi que de la préparation et de la transformation des aliments »).

2.4. Un protocole est établi avec la société ATEMAX pour définir les conditions particulières quant à l'acceptation de ces matières et à leur stockage.

### **ARTICLE 3 : Prescriptions d'exploitation**

3.1. Les modalités de mise en œuvre technique des opérations d'enfouissement dans l'installation de stockage sont définies par l'exploitant. Ces modalités comprennent à minima les dispositions définies ci-après.

3.2. L'enfouissement est réalisé de sorte que les animaux carnivores ou omnivores ne puissent pas y accéder.

3.3. Les cadavres sont enfouis dans une ou plusieurs fosses dédiées préparées préalablement aux opérations de réception. La position (coordonnées géographiques) de

ces fosses est reportée dans les documents d'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND).

3.4. La mise en stockage est réalisée dès l'arrivée des matières sur le site. Il n'est procédé à aucun entreposage temporaire.

3.5. Les cadavres sont recouverts immédiatement avec des déchets usuellement réceptionnés ou tout autre matériau selon un rapport permettant de limiter les nuisances et les risques sanitaires.

3.6. Toutes dispositions sont prises pour limiter les risques de départ de feu ou de dégagement de chaleur susceptible de dégrader les barrières de sécurité. Une surveillance spécifique est mise en place afin de surveiller le temps nécessaire, tout départ de feu faisant suite à cette réception exceptionnelle.

3.7. Si ces déchets ont pu faire l'objet d'un chaulage préalable, l'exploitant s'assure que la quantité de chaux ainsi apportée n'est pas susceptible de nuire au fonctionnement de l'installation de stockage. Il en est de même pour tout autre pré-traitement (adsorbant, etc.).

#### **ARTICLE 4 : Information de l'inspection des installations classées**

4.1. L'inspection des installations classées est avisée par courriel du démarrage de l'opération, des éventuelles difficultés rencontrées, ainsi que la fin des opérations.

4.2. Dans le mois qui suit la fin des opérations, l'exploitant informe par courrier l'inspection des installations classées du résumé des opérations.

#### **ARTICLE 5 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative, le tribunal administratif d'Amiens :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 dudit code,
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Le tribunal administratif susmentionné peut être saisi d'une requête déposée sur l'application

« Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 6 : Publicité**

Conformément à l'article R 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté sera déposée à la mairie de la commune concernée et pourra y être consultée ;

2° Une copie de l'arrêté sera affichée à la mairie de la commune concernée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **ARTICLE 7 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux Maires de LIANCOURT-SAINT-PIERRE, de LIERVILLE et de LAVILLETERTRE et à la société SUEZ RV Ile-de-France.

Fait à Beauvais, le 23 août 2024

Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général

Frédéric BOVET



Destinataires :

Société SUEZ RV Ile-de-France

Monsieur le Maire de Liancourt-Saint-Pierre

Monsieur le Maire de Lierville

Monsieur le Maire de Lavilleteville

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Hauts de France

Monsieur l'inspecteur de l'environnement

s/c de Monsieur le chef de l'unité départementale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France